

OK

[Recherche avancée](#)

MON COMPTE

Mot de passe

OK

[Mot de passe oublié ?](#)[Inscrivez-vous](#)

A partir de
2,90€
L'ORDRE DE BOURSE

CET ÉTÉ
LE FIGARO
VOUS SUIT EN
VACANCES

ABONNEZ-VOUS
2 MOIS : 40 €

50% de réduction



Bourse | Sociétés Françaises

Nucléaire : le casse-tête du démantèlement

FRÉDÉRIC DE MONICAULT.

Publié le 07 juin 2007

Actualisé le 07 juin 2007 : 07h21

Neuf centrales françaises sont arrêtées mais pas déconstruites. Le Conseil d'État a stoppé hier le démantèlement de Brennilis.

IL EST plus rapide de s'engager dans la troisième génération du nucléaire (l'EPR à Flamanville) que de démanteler une vieille centrale nucléaire arrêtée depuis plus de vingt ans. C'est ce qui arrive au site de Brennilis, dans le Finistère : hier, le Conseil d'État a annulé le décret gouvernemental du 9 février 2006 autorisant la déconstruction complète de la seule centrale nucléaire implantée en Bretagne.

Mis en service en 1967, Brennilis, unique représentant en France de la filière à eau lourde, a alimenté la région en électricité jusqu'en 1985. Les opérations doivent en théorie durer jusqu'en 2018. Toutefois, après la décision du Conseil d'État, ce calendrier pourrait prendre du retard. Même si, depuis qu'un commissaire du gouvernement avait réclamé l'annulation de ce décret, une telle décision était attendue.

En l'occurrence, le Conseil d'État, saisi par l'association Sortir du nucléaire s'est appuyée sur « l'absence de mise à disposition d'une étude d'impact » des opérations de démantèlement. Autrement dit, une faille dans les procédures d'information [qu'EDF](#) va devoir combler. Quand ? L'opérateur historique le dira bientôt. Pour le moment, il se contente d'indiquer qu'il respectera scrupuleusement la décision du Conseil d'État.

Si le dossier est aussi sensible, c'est tout simplement parce que pas moins de neuf centrales nucléaires en France sont en déconstruction. Sur ces neuf sites, un seul, Chinon A1 (qui a fonctionné jusqu'en 1973) a aujourd'hui totalement bouclé le processus : la centrale abrite aujourd'hui un musée.

27 milliards d'euros provisionnés

Quant à Brennilis, il s'agit, parmi les huit centrales restantes, du seul site arrivé en phase de niveau 3. Celle-ci recouvre les différentes opérations de démantèlement total : à la fois le démontage, le conditionnement et l'évacuation du bâtiment réacteur et des matériaux et équipement encore radioactifs. Au terme de cette phase, le site peut être réutilisé.

Pour sa part, le niveau 2 (démantèlement partiel) sert en particulier à isoler et à mettre sous surveillance le réacteur. Quant au niveau 1, il s'agit d'une phase de mise à l'arrêt définitif : via notamment le déchargement du combustible.

Toutes ces opérations ont un prix : au 31 décembre 2006, EDF avait estimé à 2,1 milliards d'euros le coût total de la déconstruction de ces neuf centrales, hors opérations de retraitement du combustible. Une enveloppe destinée à croître puisque la fin de la prochaine décennie correspondra au début de la vague de remplacement des centrales actuelles, 19 en tout, soit 58 réacteurs. Celle de Fessenheim, en Alsace, aura précisément 40 ans en 2017.

Même si la durée de vie des réacteurs peut être prolongée au-delà, EDF a provisionné 27 milliards d'euros pour le démantèlement et le retraitement des déchets.

LE FIGARO.fr

[Actualité.](#) [Economie.](#) [Sports.](#) [Culture Loisirs.](#) [Madame.](#) [Immobilier.](#) [Emploi.](#) [Pratique.](#)

INDEX

OK

[Les flux RSS du Figaro.fr](#)